

**Consultation écrite du Comité interrégional de programmation POIA  
du 21 mars au 4 avril 2016**

**Suivi fiches remarques**

origine	objet	éléments de réponse
CGET	plans de financement(points 1 et 2) critères d'éligibilité (point 3)	<p><u>point 1</u> : Il y a une erreur dans le tableau du CIRP, les 225 000 € de cofinancement sur le projet Alpages sentinelle apparaissent dans la colonne région alors qu'il s'agit d'un cofinancement Etat/FNADT. Le tableau est corrigé sur ce point</p> <p><u>- point 2</u> : il y a une erreur dans le tableau du CIRP, les 24 715,70 € de co-financement sur le projet d'ingénierie de l'espace valléen CCC de la Mathéysine du pays de Corps et des Vallées du Valbonnais apparaissent dans la colonne Etat alors qu'il s'agit d'un co-financement ARA. Le tableau est corrigé sur ce point</p> <p><u>- point 3</u> : Dans le cadre de son instruction, l'autorité de gestion a conclu à l'éligibilité du projet porté par le Parc du Verdon. En effet, l'appel à propositions reprend en intégralité les possibilités d'éligibilité ouvertes par le PO POIA. Or celui-ci prévoit que sont éligibles, au titre de la priorité 6d, trois types de projets, dont des projets « prenant place sur le territoire d'une seule région mais visant la protection d'une espèce ou d'un habitat menacé ».</p> <p>En l'occurrence, le Parc cible plusieurs espèces et habitats menacés dans son projet, dont la méthode de mise en œuvre et notamment les partenariats inter-régionaux et la transposabilité des résultats à d'autres acteurs du territoire couvert par le POIA ont été précisés en cours d'instruction.</p> <p>Le partenariat a exprimé le souhait que le prochain appel sur cette thématique soit plus restrictif ce qui fera l'objet d'un travail conjoint pour définir ces nouvelles conditions d'éligibilité qui ne pourront s'appliquer que pour les dossiers déposés après le lancement de ce nouvel appel.</p>
Conseil départemental de Haute Savoie	Avis sur dossiers (point 1) Règlement intérieur et fiches instruction (2)	<p><u>- point 1</u> : sans objet, le CD confirme l'avis favorable aux opérations cofinancées</p> <p><u>- point 2</u> : A l'issue du CIRP, les tableaux et les comptes rendus sont transmis à la co-présidence pour signature. La signature de la coprésidence est un processus long qui conditionne le conventionnement. Il est apparu opportun de ne pas prolonger davantage ce délai par un délai de validation du compte-rendu par les membres du CIRP. En effet les remarques et avis exprimés par les membres du CIRP pendant la période de consultation sont publiés sur le site Web de l'AG et portés à connaissance de tout le CIRP. Vos remarques sont reprises dans le compte-rendu avec les réponses apportées par l'AG. Un délai de validation du compte-rendu après la clôture de la consultation aurait pour effet d'ouvrir une nouvelle période de consultation du CIRP et la possibilité pour les membres d'exprimer potentiellement d'autres remarques, produisant une spirale potentiellement sans fin de consultation/validation.</p> <p>Les fiches d'instruction sont distribuées dans le cadre des comités techniques préalables au CIRP aux cofinanceurs des opérations.</p>